

L'avenir du féminisme

Caroline FOUREST

LES CARNETS DE L'INSTITUT DIDEROT

L'avenir du féminisme

Caroline FOUREST

DÉCEMBRE 2022

Sommaire

Avant-propos

André Comte-Sponville

p. 5

L'avenir du féminisme

Caroline Fourest

p. 11

Questions de la salle

p. 39

Les publications de l'Institut Diderot

p. 69

Avant-propos

Beaucoup d'intellectuels gagneraient à passer moins souvent à la télévision. On y voit trop leurs limites, leur prétention, leur « cher petit moi », comme dirait Kant. Cela décourage de les lire, et même de les écouter. S'agissant de Caroline Fourest ou de mon point de vue sur elle, c'est l'inverse qui s'est produit : à chaque fois que je suivais l'une de ses interventions, télévisuelle ou radio-phonique, et qu'elle y défendît la cause du féminisme, de la laïcité ou des droits des LGBT (le plus souvent dans des débats, et je sais d'expérience combien c'est un exercice difficile), je ne cessais d'admirer son intelligence, sa liberté d'esprit, sa clarté, sa vivacité, son courage, son calme, et cela me frappait d'autant plus que je la trouvais, par ailleurs, aussi sympathique que séduisante. L'envie de la lire est née là, pour ce qui me concerne (j'ai commencé par *Génération offensée*, Grasset, 2020, avant de m'abonner à *Franc-Tireur*, l'hebdomadaire qu'elle dirige), puis, très vite, celle de l'inviter à l'Institut Diderot. Pour parler de quoi ? Du thème que nous avons choisi, pour la présente année universitaire, comme fil directeur : celui des frontières, des limites, des transitions et transgressions (fortement introduit par l'exposé de

Claudine Cohen, sur la notion d'hybridation ¹⁾, mais appliqué à la question des genres, donc aussi au féminisme et à ses différents courants. Nous souhaitons un état des lieux des féminismes contemporains, spécialement en France, incluant les frontières qui les séparent ou les relient, et s'ouvrant, comme c'est de tradition dans notre institut, sur des perspectives d'avenir. Merci à Caroline Fourest d'avoir accepté notre invitation, de s'être si brillamment acquittée de la tâche, dans son exposé, et de s'être livrée si volontiers au jeu des questions-réponses !

Notre invitée se définit comme « féministe universaliste ». Qu'est-ce à dire ? Que « les femmes sont des hommes comme les autres », selon la boutade bien connue dont Wolinski fit le titre d'un de ses livres ? Pas forcément (Caroline Fourest ne nie pas que la « différence biologique existe », entre les sexes, et que « les corps pèsent aussi sur le mental », même s'il n'y a là, précise-t-elle, « aucun déterminisme » absolu). Que femmes et hommes doivent avoir les mêmes droits ? Pas seulement. Être féministe universaliste, pour Caroline Fourest, c'est aussi soutenir que la différence des genres, entre le féminin et le masculin, même partiellement enracinée dans les corps, est surtout une construction sociale, historique, culturelle, dont le rôle est « bien plus fort » que celui de la différence physiologique. Et que le féminisme, qui est un combat pour l'égalité, est partie intégrante – peut-

1. Claudine Cohen, *Franchir les limites : transitions, transgressions, hybridations*, Institut Diderot, 2022.

être aujourd'hui la plus décisive – de l'humanisme, lequel affirme l'égalité de tous les êtres humains, quels que soient bien sûr leur sexe, leur genre (et l'éventuelle harmonie ou discordance entre l'un et l'autre) ou leur orientation sexuelle. La confiance en soi, par exemple, dont les hommes font plus facilement preuve que les femmes, et souvent abusivement, tient beaucoup plus à l'éducation reçue, dès la petite enfance, qu'aux organes reproductifs des uns et des autres. Et la charge mentale, qui pèse sur les femmes, dans la vie de famille, tellement plus que sur les hommes, explique une bonne partie de leur insuffisante ascension professionnelle ou sociale. Mais une injustice explicable ne cesse pas pour cela d'être injuste. La constater ne suffit pas. Encore faut-il transformer les conditions mêmes qui la rendent possible ou la font croire inévitable.

C'est en quoi Caroline Fourest se réclame de la déconstruction (la différence des genres est « une question de "construction" plus qu'une question d'organe ou d'hormones »), mais, insiste-t-elle, « pour reconstruire, pas pour humilier ». Elle critique les féministes essentialistes (qui croient en une essence spécifiquement féminine, qui serait donnée à la naissance, voire en un « éternel féminin », qui échapperait à l'histoire) mais aussi les féministes intersectionnelles, qui ont certes raison « d'articuler les luttes antiracistes et féministes » mais tendent trop souvent à soumettre celles-ci à la vision (communautariste plutôt qu'universaliste) qu'elles ont de celles-là. Évidemment antiraciste, et parce qu'elle l'est, Caroline Fourest n'entend pas pour autant céder

aux sirènes de celles qui « se mettent à hiérarchiser les violences sexistes en fonction de l'identité de l'homme accusé, criant plus ou moins fort selon qu'il soit blanc, juif ou "racisé" ». Ni laisser le champ libre, au nom de l'antiracisme, à ceux ou celles qui voudraient sacrifier la laïcité sur l'autel de la lutte contre la si mal nommée « islamophobie ». Que le racisme antimusulman soit aussi haïssable que tous les autres, cela va de soi. Mais faut-il pour autant renoncer à soutenir celles, en Iran, en Afghanistan et parfois chez nous, qui sont atrocement victimes du patriarcat islamiste ?

Le débat a montré à quel point ces préoccupations sont partagées, même si les prises de position qu'elles suscitent sont parfois divergentes. Multiculturalisme et universalisme, sont-ils compatibles ? Le wokisme est-il soluble dans l'esprit de discernement ? Quelle différence entre la parité et une politique de quotas ? Comment combattre les discriminations sans tomber dans l'essentialisation victimaire ? Comment séduire sans dominer ? Le féminisme n'est-il pas menacé, dans son principe même, par la montée des revendications transgenres ? Comment débattre, à l'ère des réseaux sociaux, sans tomber dans l'agressivité et la caricature ? Autant de questions sur lesquelles se joue le sort du féminisme, donc aussi de l'humanisme et de la civilisation.

André Comte-Sponville
Directeur général de l'Institut Diderot

L'avenir du féminisme

Mon féminisme est un enfant de la philosophie des Lumières. Diderot, dont le nom orne votre Institut, est un auteur qui m'est très cher. C'est d'ailleurs une famille un peu incestueuse, car le féminisme actuel, en tout cas le féminisme universaliste, ne serait pas un enfant si prometteur sans des siècles de philosophie éclairée, de déconstruction, sans cette autonomie de pensée libérée du fanatisme religieux permise par la philosophie des Lumières.

Nous allons donc essayer de voir comment vivent en couple ces grandes notions dans l'appellation féministe actuelle. Les grandes idées soudent lorsqu'elles souffrent d'une forte adversité. Dès qu'elles commencent à triompher, le camp s'élargit, se démocratise et ses contours peuvent se brouiller. Nous vivons ce moment-là pour le « féminisme ». Il peut être invoqué, telle une déesse-mère, pour des attitudes très diverses. Nous essaierons de voir où se situent les lignes de fractures.

Commençons par dire qu'il y a toujours eu des façons distinctes d'être féministe, avec des référentiels intellectuels assez différents. C'est ce qui rend cette révolution si difficile à définir. C'est aussi ce qui lui confère sa

puissance. Comme Rebecca West ², dont j'emprunte la formule, « Je n'ai jamais réussi à définir le féminisme. Je sais juste qu'on m'appelle féministe chaque fois que mon comportement ne permet pas de me confondre avec un paillason ». Souvent, les féministes commencent par se faire traiter de féministe, simplement parce qu'elles ne se laissent pas traiter comme un paillason, avant de comprendre ou théoriser leur adhésion à une forme de féminisme. Ces femmes peuvent être indiennes, bengalies, iraniennes, algériennes, tunisiennes, marocaines, yéménites, etc., Des sœurs de combat, issues de toutes les cultures, m'ont souvent raconté une même façon de devenir féministe. Petites, elles se voyaient promises à un horizon large, souvent parce qu'elles avaient eu un père qui, à l'intérieur de sociétés patriarcales, les avait un peu protégées. Ce n'est qu'en grandissant, au contact d'autres hommes, qu'elles réalisaient qu'on les menait vers un destin plus restreint. Ce sont souvent les pères, plus que les mères, qui, dans les sociétés traditionnelles, peuvent ouvrir l'horizon. Petites, leurs filles ont cru être des individus comme les autres. Puis la société leur a dressé des obstacles. Elles se heurtent à des comportements et à des réactions qui leur ont fait comprendre, dans le regard de l'autre, qu'on attend d'elles une certaine façon d'être. On leur indique un chemin bien plus étroit que celui que peuvent emprunter leurs frères, par exemple. C'est souvent le premier déclic vers le fémi-

2. Née Cecily Isabel Fairfield, Rebecca West (1892-1983) fut une romancière et journaliste qui a investi très tôt la cause féministe au Royaume-Uni.

nisme. On commence à lire des livres, on s'aperçoit qu'on n'est pas folle, que les obstacles, les réactions, les comportements répétitifs, ne sont pas qu'une vue de l'esprit, ni une impression. C'est une forme de mise au pas, de rappel à l'ordre, le même qu'ont connu d'autres femmes, depuis des siècles.

J'ai le regret de vous dire – cela permet de comprendre pourquoi je ne suis pas essentialiste, ni identitaire – que les mères, souvent, ne sont pas les dernières à jouer un rôle dans ce rappel à l'ordre, dans le fait de dresser des panneaux indicateurs, de définir des couloirs qui réduisent l'horizon des petites filles. Les mères sont, bien souvent, les gardiennes du temple patriarcal. Sinon, vous imaginez bien qu'il serait tombé depuis très longtemps! Ce sont elles qui, par reproduction, par non-déconstruction, vont transmettre à leurs petites filles des codes, des assignations, des attentes ou refus d'espérer, qui ne sont pas les mêmes que ceux transmis à leurs frères. Cela passe souvent par des choses très intimes, et même infimes. Par exemple, quand un petit garçon fait beaucoup de bruit, qu'il joue avec agitation, on lui offre des jouets très stimulants, comme des épées, des camions, des choses qui lui permettent d'aller loin, des choses qui lui permettent de conquérir le monde. Au même âge, on trouve une petite fille jolie lorsqu'elle se montre discrète, qu'elle ne fait pas trop de bruit et ne parle pas trop fort! Il ne faut pas s'étonner qu'il y ait ensuite des générations de femmes qui ont du mal à s'affirmer dans l'espace public, surtout après des siècles de conditionnement religieux ayant sacralisé cette répartition des rôles. Prenez le credo

de Saint Paul, très ancré dans notre culture chrétienne, interdisant aux femmes de « prier ou de prophétiser en public ». Il ne faut pas s'étonner que l'un des derniers bastions où les femmes ont encore du chemin à parcourir soit la prise de parole en public.

C'est un fait : les émissions de télévision se battent pour trouver des femmes. Chaque fois qu'un programmeur cherche un intervenant qui puisse commenter différents sujets, le premier réflexe des femmes appelées, même si elles sont déjà connues et habituées, c'est de répondre : « non, je ne connais pas ce sujet, je ne suis pas légitime, donc ce n'est pas pour moi ». Un garçon, vous l'appellez pour lui dire qu'il va passer à la télévision, sans lui donner le thème, il est déjà dans le taxi ! Il ne sait pas de quoi on va parler, il a suffisamment confiance en lui, en son opinion, pour la donner quel que soit le sujet... Plus j'y réfléchis, plus je me dis que la vraie différence entre les sexes n'est pas tant d'avoir des organes reproductifs différents, mais là, dans la confiance en soi. Une confiance que l'on ne développe pas tout à fait de la même manière selon nos organes biologiques mais surtout par des siècles de représentations et d'éducation qui nous font croire à une répartition naturelle et organique des rôles.

Le foyer étant l'école de la répartition des rôles, des femmes éduquées par des foyers traditionnels ont fini par penser qu'elles étaient plus douées pour l'intérieur, pour l'intime, pour le soin ou l'organisation familiale, en plus d'en avoir la charge. Ce qui, en plus de peser sur son emploi du temps, développe des tempéraments plus

introvertis qu'extravertis. Tandis que les hommes, ceux qui ont beaucoup joué étant petits avec des camions de pompiers ou des sabres laser, et qui peuvent laisser l'organisation du foyer à leurs femmes, ont su développer un tempérament plus extraverti, qui leur donne confiance en eux. La confiance en soi, j'insiste, est un élément clef pour expliquer la différence sociale et non organique des sexes. Souvent, des entreprises me demandent ce qu'elles peuvent faire pour rééquilibrer ces rapports entre les genres. Je leur réponds qu'il est moins urgent de payer des séminaires de rééducation pour expliquer ce qui est politiquement correct ou incorrect, ou pour culpabiliser les hommes d'avoir confiance en eux, que d'apprendre aux femmes à avoir confiance en elles ! Plutôt que de dire aux hommes : « vous n'avez pas le droit de parler aussi souvent parce que vous êtes homme et que vous parlez trop », apprenons aux femmes à leur couper la parole de temps en temps en réunion, qu'elles osent dire : « pardon, mais j'ai aussi quelque chose à proposer » !

Cette confiance en soi joue un rôle social crucial, bien plus fort que la différence biologique. Bien que cette différence biologique existe et que les corps pèsent aussi sur le mental. Depuis des siècles, les femmes ont la charge d'enfanter, mais cela ne dure que neuf mois... Ce qui dure bien au-delà, toute une vie, c'est la charge mentale liée aux enfants, et parfois des compagnons qui se comportent comme des enfants. C'est se demander tous les jours : « est-ce que mon enfant va bien à l'école ? Est-ce que mon enfant est bien nourri ? Est-ce que mon mari est bien nourri ? Est-ce que mon mari va bien cher-

cher mon enfant à l'école? ».

Bien sûr, de plus en plus, les maris vont chercher les enfants à l'école. Mais généralement, leur femme leur a répété cinq fois dans la journée de ne pas oublier... Vous avez compris que, malgré moi, en observant mes amis, j'étudie les couples hétérosexuels de façon presque sociologique depuis des années. Je vous rassure, le déséquilibre de la répartition des tâches peut exister dans les couples homosexuels, mais on en rit ou les repère plus volontiers. Par exemple, comme je suis souvent dans mes pensées, ma femme doit me répéter cinq fois de ne pas oublier de descendre la poubelle. Elle sait cuisiner contrairement à moi mais le ménage est ma grande spécialité. Tout va bien tant que les charges s'équilibrent ou que l'on choisit, en conscience, de prendre en charge ce qui nous est le plus facile ou le moins pénible. Le problème commence lorsque cette répartition se fait sur la base de critères biologiques et d'habitudes prises sur des siècles, au détriment du même genre. Cela engendre forcément un déséquilibre.

Le plus pesant, pour les femmes hétérosexuelles, c'est de porter en permanence cette double charge : veiller sur son enfant et son mari, et même veiller à ce que son mari veille sur son enfant. Ces rappels, quotidiens, le fait d'être la gardienne de n'oublier ni les repas ni l'école ou les rendez-vous chez le médecin, représente des heures de charge mentale par jour qui empêchent de penser à autre chose. Cumulées sur plusieurs siècles, cela représente une différence inouïe de temps pour développer son

appétit pour l'extérieur, un talent, une passion, se consacrer pleinement à son travail ou saisir des opportunités. Il est donc normal que les hommes progressent plus vite d'une génération à l'autre, socialement, que les femmes.

Heureusement, lentement mais sûrement, tout ceci est en train de changer, même si les statistiques sur la répartition des tâches ménagères montrent que c'est très loin de s'équilibrer. Mais on y vient. Un jour, la charge mentale suivra. En attendant, cela explique beaucoup de choses. Il y a une question qui m'obsède depuis longtemps... Je n'ai jamais compris comment des gens médiocres, peu talentueux et peu travailleurs, souvent des hommes mais pas toujours, parvenaient à occuper des postes de direction. C'est quelque chose qui me fascine. Ce n'est pas forcément lié au genre uniquement. C'est aussi lié au fait de poser moins problème au collectif, par manque d'exigence justement. En revanche, très souvent, seuls les hommes supportent aussi bien, et aussi longtemps, d'occuper des postes par imposture. Les femmes culpabilisent, par manque de confiance en elle, elles craquent.

Il y a des êtres dont l'essentiel du travail est, justement, de ne pas travailler, d'élaborer des stratégies qui leur permettent de flatter leurs supérieurs, ou les puissants, d'éviter les conflits, ou d'annoncer les mauvaises nouvelles en entreprise, par exemple. Si vous ne fâchez personne, au fil du temps, vous grimpez les échelons. Tandis qu'une personne qui travaille avec passion, qui tente d'améliorer son organisation, doit parfois annoncer les mauvaises nouvelles. Cette personne va se créer

des ennemis, entraîner des turbulences, et parfois passer pour un « emmerdeur », et bien plus souvent pour « une emmerdeuse ». Pendant ce temps, la personne qui s'est ménagée a su tout éviter, le « burn out » et les conflits. Elle va donc monter les échelons mécaniquement. Ce sont là des mécanismes qui vont bien au-delà de la différence des sexes, mais qui soulignent la pertinence du féminisme. C'est une école qui permet de repérer ces mécanismes de pouvoir, leur profondeur, pour faire ou défaire des talents, créer des hiérarchies ou des injustices. Françoise Giroud disait en riant, mais le plus sérieusement du monde : « La femme sera vraiment l'égale de l'homme le jour où, à un poste important, on désignera une femme incompétente. » C'est très juste. On voit enfin cette révolution arriver. De plus en plus de femmes incompétentes occupent de grands postes ! Et bien, c'est très réjouissant. Il ne reste plus qu'à se montrer plus exigeant envers tout le monde... Et nous progresserons vraiment.

Je ne crois pas à une vision essentialiste et déterministe du féminisme. Les hommes ne sont pas nés bourreaux, ni les femmes victimes ! Il existe des hommes qui n'ont pas confiance en eux, qui n'écrasent pas, et même qui se font marcher dessus. Des hommes qui n'ont pas été applaudis petits garçons chaque fois qu'ils hurlaient en jouant avec un camion ou un sabre laser. Des petits garçons qui ont été humiliés, et même violés ou battus. Parfois pour avoir exprimé une part de « féminité », c'est-à-dire un tempérament réservé, délicat ou discret, avant même de découvrir leur sexualité, qu'ils soient d'ail-

leurs gay ou non, ces garçons sont traités de « filles », de « pouilles mouillées », de « PD », dans leur famille ou dans les cours de récréation. Exactement comme les filles sûres d'elles, dégourdies, intrépides, sont taxées de « garçons manqués », et donc jugées imparfaites. Dans les deux cas, ce sont des rappels à l'ordre patriarcal. Une socialisation violente qui façonne notre rapport au monde. Je l'ai vécu, et je m'en suis moquée. J'avais des atouts pour cela : j'ai été longtemps fille unique, un enfant aimé et même respecté par ses parents pour son jugement précoce. Cela m'a donné confiance en moi, et cette confiance m'a permis de tout traverser, jusqu'à aujourd'hui. A l'inverse, un petit garçon qu'on humilie, de façon tyrannique, dès le plus jeune âge, aura toujours du mal à prendre ses marques. C'est bien la preuve qu'il n'existe aucun déterminisme biologique, mais un conditionnement social et qu'il faut agir tôt !

Nous pouvons, tous ensemble, trouver une façon de rééquilibrer ces rapports de force. Mais il faut avoir conscience que l'essentiel se joue dès le plus jeune âge, et donc au sein des foyers. Si un enfant est aimé, qu'on lui apprend à être libre sans tyranniser, tout devient possible : la singularité de chacun, et l'harmonie pour tous.

L'un des apports de la révolution féministe est qu'elle nous permet de redécouvrir l'individu en nous : de se définir en fonction de notre singularité, au lieu d'imiter uniquement sa mère ou son père, souvent d'imiter les deux et d'y ajouter sa valeur propre, de penser aussi nos relations de couple sans reproduire forcément le

modèle qui nous a vu naître. C'est un chantier immense, extrêmement perturbant, qui nous déstabilise tous. Ce n'est pas la lutte des classes, qui engage le bras de fer au travail ou en politique, dans nos rapports extérieurs. La lutte des genres, c'est une lutte intérieure, une renégociation quotidienne, qui va nous agiter du berceau à la tombe en passant par le lit et le bureau. Elle touche à tout, tout le temps. Elle interroge notre désir, notre couple, notre travail. C'est une révolution si englobante, si intime, qu'elle nous met à fleur de peau, nous pousse à des réactions très vives, à des débats passionnés, à des incompréhensions immenses. En même temps, c'est tout à fait passionnant !

Ce bouillonnement fécond, au moins dans les pays démocratiques, arrive à maturité. À l'étape où il ne s'agit plus de réveiller les consciences, de prouver les injustices, de sortir du déni, mais de passer du constat à une nouvelle civilité. Puisque le féminisme est une conscience de plus en plus partagée, nous pouvons enfin en débattre à gorge déployée. Quel luxe ! La génération Z des pays démocratiques et sécularisés se montre très soucieuse de certaines tournures de phrases, des pronoms, des micro- vexations, de petits détails qui restent à régler. Sans minimiser l'importance de cette lutte, elle ne mérite peut-être pas de crier comme si l'on affrontait la même adversité que nos aînées ou d'autres contrées, toujours religieuses et patriarcales. Il faut savoir mener ce combat de riches contre le « sexisme ordinaire » (dont se moquaient déjà nos grandes sœurs du MLF dans *Les Temps modernes*) sans perdre de vue la solidarité qui nous lie aux femmes

iraniennes qui, elles, peuvent mourir dans les rues de Téhéran pour une mèche de cheveux qui dépasse du voile qu'on leur impose. Sans oublier les Afghanes, victimes d'attentats lorsqu'elles étudient clandestinement, l'école étant interdite pour les femmes. Ces deux exemples, parmi mille autres, nous prouvent combien la révolution féministe n'est pas terminée.

En démocratie, nous sommes désormais d'accord sur le fait que les petites filles doivent aller à l'école, mais toujours pas sur le voile, sur le fait que le corps des femmes n'a pas à être couvert pour ne pas tenter le désir des hommes, que c'est aux hommes de se contrôler... Pire, au nom de l'intersectionnalité des luttes, d'une vision très individualiste du féminisme et très identitaire de l'antiracisme, ou du combat contre l'« islamophobie », des militants de la gauche radicale, anti-impérialistes et anticapitalistes, se battent désormais pour le voile, le respect des religions plutôt que la liberté d'expression, quand ils ne revendiquent pas le droit de se prostituer. C'est vous dire si la lutte n'est jamais finie, et si le patriarcat, rusé, parvient toujours à trouver des alliés. Il en compte même désormais au sein du néo-féminisme, ce nouveau féminisme identitaire et victimaire qui explique à d'autres féministes, universalistes et laïques, combien le voile est en réalité un outil d'émancipation.

Même ici, en démocratie, le patriarcat n'est pas usé. Même en France, en terre laïque, alors que des Iraniennes se font tirer dessus ou violer pour être sorties dans la rue sans voile, vous trouverez des jeunes filles, manipulées

par des influenceurs islamistes sur Tik-Tok, capables de vous expliquer qu'elles vivent en dictature. Non pas parce qu'on leur demande de porter le masque en cas de pandémie (d'autres, manipulés par Russia Today, le pensent), mais parce qu'on leur demande de ne pas porter le voile pour se rendre à l'école de la République, donc de l'égalité, laïque et gratuite. Celles qui tentent de contourner la loi sur les signes religieux de 2004, par des prières ou en venant en abayas, jouent le jeu des intégristes et du patriarcat, mais elles n'imaginent pas une seconde faire avancer la soumission. Elles croient sincèrement défendre la liberté... Sans voir la différence avec la servitude volontaire ni la liberté d'asservir.

C'est dire si nous avons toute une éducation philosophique à refaire, sur la notion de la liberté individuelle au détriment du commun, de l'égalité et de la citoyenneté. Il faut aussi réapprendre à transmettre l'histoire de la Séparation et de l'école laïque : un lieu pensé en résistance à l'endoctrinement, à l'assignation, pour fabriquer non pas de simples individus (la vie s'en charge) mais des citoyens. C'est peut-être ce qui manque aux nouvelles générations, non pas le goût pour la liberté individuelle, mais la mémoire et le sens du commun : un minimum de valeurs fondamentales et de principes qui nous permettent de diverger, et même d'en débattre, sans se séparer. L'école est là pour enseigner une certaine liberté d'esprit et de pensée, qui puisse permettre à l'individu de vivre en relation harmonieuse avec ses concitoyens. Cette vision de l'école publique, qui ne se résume pas à un supermarché du savoir, fait partie de notre histoire et de

notre modèle, imprégnée par la philosophie de Diderot et de Condorcet. Si des individus veulent absolument faire passer leur individualité et leur vision du sacré avant l'apprentissage du commun et de la citoyenneté, ils le peuvent, en allant à l'école privée. Elle n'est pas si chère, bien moins qu'aux États-Unis. La République est si généreuse qu'elle aide même à les financer ! Qu'on ne lui demande pas en prime d'abandonner son école, laïque et gratuite, chargée de la double mission de transmettre le savoir et la citoyenneté. Elle souffre déjà bien assez.

La plus grande concurrence de l'école publique n'est plus seulement l'école privée mais le smartphone : un objet qui fait désormais concurrence à l'instituteur laïque, et peut lui substituer des influenceurs, des prédicateurs et toutes sortes de manipulateurs. Comme ceux capables de mettre dans le crâne d'une élève qu'elle doit se révolter contre la laïcité, porter une abaya ou prier à l'école, pour défendre la liberté ou venger son identité religieuse bafouée.

Nous vivons dans un monde où le respect des cultures et des religions est de plus en plus souvent invoqué pour justifier d'échapper à la règle commune, comme la laïcité ou l'égalité. Le féminisme universaliste pense tout autrement. Il croit à l'humanisme pour tous. Personne ne devrait être encouragé à suivre une tradition patriarcale en raison de son origine ou de la culture de ses parents. Chacun doit pouvoir s'auto-définir, s'émanciper, regarder vers un horizon le plus large possible.

Cet horizon de tous les possibles, c'est l'ambition de l'universalisme. Nous parlons d'un idéal, pas d'une ga-

rantie chez Darty. Il demande qu'on le souhaite et qu'on se batte en son nom. Or, on le constate tous les jours, il reflue sous les coups du retour en grâce de la mode tribale et du repli identitaire. Souvent parce qu'on lui reproche de ne pas tenir toutes ses promesses. C'est un peu comme préférer la tyrannie à la démocratie sous prétexte que cette dernière est imparfaite. Je connais ce refrain, et même ce dégoût, je l'ai touché du doigt lorsque j'avais 25 ans. A l'époque, j'étais présidente du Centre Gay et Lesbien, journaliste à *Têtu Magazine*, et je me battais pour le Pacs, l'ancêtre du mariage pour tous. C'était une bataille très rude, contre une discrimination d'État. La République interdisait, de fait, aux couples homosexuels de s'unir officiellement et de se marier. Nous étions victimes d'une homophobie nourrie par la loi, donc par l'État. À chaque fois que nous réclamions la fin de cette discrimination, de grands esprits, comme Alain Finkielkraut, nous accusaient de « communautarisme » ou de défendre un particularisme. C'était confondre le moyen et l'objectif pour délibérément protéger un privilège. Certes, nous étions des organisations LGBT, qui réunissaient des victimes d'homophobie ou de transphobie et leurs alliés, mais notre lutte visait à obtenir l'égalité des droits, et non un traitement de faveur ou des dérogations. Quel chemin depuis nos victoires... Je me trouve, 20 ans plus tard, à constater que cette égalité a merveilleusement progressé. Ce qui me prouve que la République peut progresser vers l'universel quand on se bat au nom de l'une des maximes gravées sur ses frontons : l'égalité. Tout peut s'effriter, au contraire, si on inverse le moyen (l'identité) et l'objec-

tif (l'égalité), si l'on se met à militer au nom de l'égalité... Pour revendiquer en réalité une identité, et plus encore s'il s'agit de revendiquer des dérogations, comme des accommodements avec la laïcité, ou de manifester pour des libertés, comme la liberté d'expression, au nom du respect supérieur des identités religieuses. C'est bien le problème lorsque des groupes se réclamant du féminisme ou de l'antiracisme tentent de fracturer, pour de bon cette fois, l'universalisme. Ou lorsqu'ils soutiennent une forme de séparatisme, notamment intégriste, par relativisme culturel. C'est le cas lorsque des féministes intersectionnelles se mettent à hiérarchiser les violences sexistes en fonction de l'identité de l'homme accusé, et qu'elles crient plus ou moins fort selon qu'il soit blanc, juif (la même chose pour elles) ou « racisé ». On les trouvera bien plus émues par les accusations de viols portées par des actrices d'Hollywood contre Weinstein que par des femmes sans soutien, et menacées, contre Tariq Ramadan... Alors que les faits reprochés concernent la France et la Belgique, il n'y a quasiment aucune organisation féministe pour soutenir ses accusatrices contre les crachats, les tentatives d'intimidation et les menaces qu'elles subissent.

C'est l'un des biais, terribles, qui menacent aujourd'hui le féminisme et l'antiracisme : l'identitaire fait un retour féroce dans nos vies, chez les majoritaires comme chez les minoritaires, et nous ramène à ce qu'il y a de plus grégaire en nous. Se rassembler avec ceux qui nous ressemblent, plutôt que grâce à des idéaux communs, à des philosophies politiques qui nous unissent. Ce phénomène est

mondial. On le constate évidemment aux États-Unis, l'une des sociétés post-modernes les plus avancées. Cela vient évidemment en France, par le biais d'un antiracisme qui s'inspire de l'approche anglo-saxonne et qui a gagné le féminisme via la lutte intersectionnelle.

Qu'est-ce que la lutte intersectionnelle? Sur le papier, cela part d'un très bon sentiment. Celles qui l'ont imaginée au départ, comme Kimberlé Williams Crenshaw, avaient de très bonnes intentions. Il s'agissait d'articuler les luttes antiracistes et féministes. C'était aussi le but d'une Revue féministe, *ProChoix*, que nous avons créée en 1997 avec Fiammetta Venner et Moruni Turlot. Articuler la lutte féministe et antiraciste, cumuler les regards déconstructeurs, pour avancer vers une maïeutique universaliste.

Bien que Sandrine Rousseau l'ait récemment prononcé, ce n'est pas un gros mot de vouloir « déconstruire ». Il faut déconstruire ! Notamment les vieilles habitudes et nos préjugés... Mais pour reconstruire, pas pour humilier. La « déconstruction » ne peut se résumer à un slogan politique facile et factice. C'est à croire qu'à force de triompher, après avoir tant coûté, le féminisme commence à attirer de nouvelles converties, plus intéressées que dévouées. Mais il se rejoue surtout une vieille fracture, qui a toujours existé au sein du féminisme, celle qui oppose essentialistes et universalistes. Elle divisait déjà les militantes des années 1970. Les essentialistes comme Antoinette Fouque et Psychepeo pensaient que les femmes étaient naturellement formidables et xéno-

philes, parce qu'elles avaient un utérus, et qu'elles donnaient la vie... Margaret Thatcher est venue balayer tout ça! Mais aussi, et surtout, le fait d'apprendre à relativiser la différence biologique des sexes.

Les féministes à la Beauvoir pensent qu'« on ne naît pas femme, on le devient ». Ce qui ouvre la voie à une étude des genres, au fait d'analyser la construction sociale des genres, du masculin et du féminin. Ce qui ne nécessite pas de nier que naître avec un certain sexe biologique vous met du côté des femmes ou des hommes. Encore qu'il existe aussi des intersexes et tout un nuancier biologique que nous minimisons trop souvent. C'est le dernier continent peut-être à conquérir. Le continuum biologique est beaucoup plus complexe qu'on ne le pense. Il existe tout un nuancier qui va du plus mâle au plus femelle chez l'humain, des variations organiques et hormonales. Mais c'est bien l'idée que nous nous faisons du « féminin » et du « masculin » qu'il est passionnant de déconstruire, pour ne plus y être assigné et pouvoir en jouer. Ce continuum existe en chacun de nous. Il y a du « féminin » et du « masculin » (puisque nous attribuons des humeurs ou des attitudes aux genres) en chacun de nous. Il existe des hommes timides, et des femmes autoritaires, des hommes doux et des femmes brutales, des hommes lâches et des femmes courageuses, et plus rarement – du fait de la répartition ancestrale des rôles – des femmes théoriciennes et des hommes ayant le sens pratique. C'est donc une question de « construction » plus qu'une question d'organe ou d'hormones. Ces débats faisaient rage dans les années 1970,

et ils opposaient déjà, féroce­ment, certaines féministes entre elles.

A l'époque, on qualifiait de « radicales », les féministes qui ne voulaient pas glorifier la nature féminine mais au contraire la déconstruire et la mettre en question...

Aujourd'hui, les camps se sont recomposés. La ligne de fracture n'oppose plus si simplement des essentialistes à des déconstructionnistes. Même les féministes les plus identitaires – au sens de soutenir toutes les revendications au nom de l'identité minoritaire – se revendiquent volontiers du Queer et de la déconstruction des genres. Elles ne sont pas essentialistes au sens de croire à un « éternel féminin » ou à une « féminitude », encore que cette tentation affleure chez les éco-féministes. Vous trouverez des féministes politiciennes, comme Caroline de Haas ou Sandrine Rousseau, capables de combattre le droit de se prostituer, par conviction morale, mais de soutenir le voile, par calcul électoral (séduire le vote musulman). Les deux pouvant cohabiter, au fond, grâce à une forme de pudibonderie. Mais vous pouvez aussi trouver des féministes d'extrême gauche, athées et anti-capitalistes, soutenant à la fois le voile et la prostitution, par gauchisme et goût de combattre le consensus.

Souvent, parce qu'il faut être à l'avant-garde de l'alliance entre toutes les minorités, et que les plus victimes ont toujours raison, il faut aussi accepter les revendications de certaines activistes trans... Même lorsqu'elles réclament de remplacer le mot « femme » par « personne à

utérus » pour ne pas les offenser. Ce qui, en réaction, contribue à réactiver un féminisme essentialiste, se disant même « feméliste », chez des héritières de l'Alliance des femmes comme Marguerite Stern (fondatrice des colleuses, passée par les FEMEN) ou Doriot Moutot. Mais pour moi, les nouvelles essentialistes restent les néoféministes intersectionnelles. Celles qui font de l'identité « femme » ou « racisée », non des processus (que l'on peut donc déconstruire) comme chez Colette Guillaumin, mais des statuts à vie. Avec elles, il faut être « concerné » pour avoir droit au chapitre. Si on est hétéro, on ne peut pas parler de l'homophobie, si on est blanc on ne peut se mêler d'antiracisme, si on est « cis », on ne peut parler du droit ou non de transitionner pour les mineurs... Sans être accusé d'avoir tort pas nature, et de devoir s'en excuser. Le vrai problème n'étant pas de donner la parole aux « concernés » en priorité, notamment lors de groupes destinés à libérer la parole, ni même de réserver certains espaces à des concernés, mais d'établir une hiérarchie entre les points de vue selon l'identité et non la pertinence du propos. Ce qui aboutit à des absurdités comme interdire des festivals de films ou des débats antiracistes aux « non racisés »... Alors qu'ils devraient être sensibilisés en priorité.

En plus d'être totalement contre-performant et de braquer, cette façon d'essentialiser le débat va à l'encontre d'une autre revendication des jeunes féministes, tout à fait souhaitable, vers plus de « fluidité » et de « non binarité ». Comment arriver à cette « non binarité » entre

les genres, à la fluidité allant du masculin au féminin, si l'on trace des frontières de marbre entre blancs et « racisés », entre hommes et femmes, entre « concernés » et non concernés ? À l'inverse, est-ce « transphobe » pour une lesbienne de ne pas vouloir sortir avec une femme trans ? Ce sont des questions que me posent des jeunes sur instagram. Elles subissent vraiment cette pression. Le mot « phobe », « transphobe » ou « islamophobe », servant de plus en plus à culpabiliser pour forcer le consentement ou interdire de penser par soi-même. Jouons un peu...

Mais voilà qu'on se perd à force de vouloir revendiquer une vision toujours plus identitaire de ces combats, parfois de façon très intéressée, pour jouer la carte de la victime et mettre fin au débat. Une sorte de prise de judo où l'on feint de courber l'échine pour renverser l'autre et le mettre à terre : « Moi je suis plus victime, donc plus légitime à parler, donc tu dois te taire ». Fin du débat. Inutile d'être bon en dialectique, ou d'avoir des arguments... Il suffit d'être et de le revendiquer. Une rétribution symbolique non négligeable du wokisme, dont on se sert souvent pour fuir un débat qu'on ne se sent pas capables de mener. Ou parfois pour gagner sans combattre, c'est-à-dire tricher.

Y-a-t-il plus bel exemple que la sortie d'Alice Coffin, alors conseillère de campagne de Sandrine Rousseau, pendant la primaire d'Europe Écologie Les Verts l'opposant à Yannick Jadot ? Lui, qui avait déjà eu la folie de croire qu'il pouvait se présenter dans un parti en état

de déconstruction avancé, s'est vu ouvertement invité à céder sa place de finaliste face à Sandrine Rousseau (qu'il devançait en voix), parce qu'il était un homme et qu'elle était femme : « Si on est un vrai féministe, on laisse sa place ». Du féminisme, vraiment ? Soupçonner un camarade de parti de ne pas être féministe, tout en reconnaissant porter les mêmes valeurs, juste parce qu'il refuse de céder sa place à une concurrente femme entre le premier et le second tour d'une élection ? Cette accusation n'a rien de féminisme, c'est une manœuvre, de l'opportunisme grossier. Cessons de nous laisser intimider par ces stratégies, qui sont des stratégies de pouvoir, et non de déconstruction. Une preuve supplémentaire que l'on peut être femme et aimer le pouvoir. Et tant mieux ! Mais sachons le repérer, au lieu d'en être dupes. Le féminisme désintéressé peut aider. Il doit même s'y consacrer. Car rien n'est plus préjudiciable au féminisme aujourd'hui, plus propice aux retours de bâton, que son instrumentalisation opportune. Cela fait partie de la victoire. C'est la preuve qu'il est devenu tendance, et même profitable de s'en revendiquer. Tant mieux, là aussi. Mais on ne peut accepter de le voir utiliser comme un slogan creux permettant de gagner de façon déloyale. Depuis ce triste épisode à EELV, il y a eu une nouvelle élection pour élire la tête du parti, elle a opposé trois femmes, et l'on s'est aperçu que la dynamique qui portait Sandrine Rousseau au point de justifier, en plus de son sexe, de lui céder la place... était une baudruche, qui s'est dégonflée. C'est une autre femme qui a été largement élue, Marine Tondelier, et cette fois, il n'était pas possible de l'attribuer au moindre résidu de sexisme. Doit-on mettre en

compétition uniquement des femmes ou des « racisés », ou des femmes « racisées », ou des femmes transracisées, pour enfin commencer à départager les politiques selon leurs qualités propres et leurs projets (ce qui est au fond le but de l'universalisme) ? Et pour combien de temps ? Certes, cela permettrait peut-être de rectifier des siècles de compétition entre hommes blancs... Mais cela ne peut pas durer autant, sans nous plonger dans le même travers que l'ère d'avant, juste inversée.

On le voit, on ne pourra pas échapper à cette politisation du féminisme. C'est une étape inévitable. Il faut juste essayer de la passer le mieux et le plus vite possible. Les féministes désintéressées peuvent juste veiller à ce que le combat ne soit pas trop grossièrement caricaturé ou instrumentalisé, par exemple lorsqu'il s'agit de dénoncer les violences sexuelles et sexistes.

Les partis se sont dotés de commissions dédiées, et j'avoue être très partagée à leur sujet. D'un côté, c'est une avancée positive, comme à l'intérieur d'une entreprise, même si ces cas devraient relever de la gestion des ressources humaines. On sait que la politique est un milieu compétitif, guerrier, qui excite particulièrement les instincts prédateurs. Une jeune militante doit passer un véritable parcours d'obstacles pour faire de la politique. Elle va entendre des remarques terriblement dégradantes et salissantes, se faire constamment aborder, plus ou moins finement, quand cela ne va pas plus loin dans la mise en danger. Il faut un cuir particulier pour tenir bon et s'accrocher. L'existence de commission dédiée l'invite

à pouvoir parler, si un leader, un chef de section ou un autre militant se permet de la traiter comme un objet. Il est important qu'elle puisse être entendue et qu'on puisse, avant que le pire n'arrive, tenter de prévenir ces situations : notamment en convoquant un membre du parti qui se conduit ainsi à la première alerte, pour examiner son cas, et voir s'il mérite l'exclusion.

D'un autre côté, des militantes sont-elles bien placées pour juger leurs camarades ? Elles ne sont pas formées pour être juges, elles peuvent être manipulées, tentées de protéger l'image du parti, ou au contraire d'éliminer un concurrent. A l'intérieur d'un parti politique, personne n'est impartial ! C'est un métier de s'exercer à mettre sa sensibilité et son opinion de côté. Et ce n'est pas en politique qu'on trouve les plus doués... On l'a vu avec la réaction de Clémentine Autain au cas Taha Bouhafs ! Un jour, elle nous a expliqué qu'il se retirait de la course aux législatives à cause d'une campagne raciste. Un autre jour elle confesse qu'elle savait, depuis des jours, qu'il était l'objet d'un signalement « d'une gravité que nous n'avons jamais rencontrée ». La même qui réclame d'ordinaire une transparence totale, au risque de violer la présomption d'innocence, nous a expliqué avoir préféré garder le silence sur ce signalement. Mais elle a parlé pour dépeindre Taha Bouhafs en victime... de la meute raciste. On s'y perd. Qui parle ? La féministe ? La politique ? Ou bien quelqu'un qui met en avant son féminisme quand il peut servir sa carrière, et le range quand son exigence la dessert ? J'ai depuis longtemps une idée sur la réponse. Cela ne veut pas dire qu'il est simple

d'avoir une réponse, et la bonne attitude, au moindre cas MeToo.

La parole des femmes se libère, et donc les révélations se multiplient. C'est une vraie bouffée d'air frais, et un défi : comment écouter les victimes sans devenir soi-même bourreau et procureur expéditif. J'ai l'impression d'avoir passé les vingt premières années de ma vie d'adulte, de vingt à quarante ans, à entendre des femmes me confier avoir été violées, dans leur enfance ou plus tard, et avoir dû se taire pour ne pas payer la double peine : celle d'avoir été agressée et celle d'en avoir honte, en plus d'être accusée de mentir. Depuis, j'ai l'impression de passer ma vie d'adulte à entendre des hommes se plaindre d'être accusés sans pouvoir se défendre, victimes de rumeurs qu'on ne peut contrer, ou d'accusations lancées grâce au tribunal médiatique, mais pas devant une vraie cour de magistrats. La seule qui puisse examiner à charge et à décharge et, éventuellement, vous innocenter. Dans la plupart des cas, il s'agit de « parole contre parole » où il est très difficile de se faire une idée, de démêler le vrai du faux. Les seuls cas d'écoles, les plus lisibles, sans doute ceux qui méritent d'être médiatisés, concernent des prédateurs multi-récidivistes contre qui s'élève la parole de plusieurs femmes, décrivant chacune le même schéma. Il est possible de trouver une femme prête à payer le prix d'une telle dénonciation pour se venger, mais rare que plusieurs femmes aient la même folie... C'est d'ailleurs l'une des éthiques que j'ai fini par me forger comme journaliste. Pour moi, un cas ne devient potentiellement médiatisable qu'à partir du moment

où il est emblématique d'une situation de pouvoir, que plusieurs personnes portent les mêmes accusations, et qu'au moins une d'entre elles est allée jusqu'à déposer plainte. C'est la règle que je me suis imposée à propos de Tariq Ramadan, et je m'y suis tenue. J'ai gardé le silence, à la demande d'ailleurs des intéressées, tant que les femmes qui s'étaient confiées à moi n'allaient pas au bout de leur démarche en déposant plainte, pendant huit ans. Et j'ai parlé lorsqu'Henda Ayari s'est faite lyncher sur les réseaux pour avoir tweeté son nom dans le cadre de la campagne « balance ton porc », parce que d'autres femmes décrivaient le même comportement, et qu'Henda Ayari, assez courageusement (elle le paye encore) était décidée à porter plainte.

L'après MeToo présente néanmoins, incontestablement, le risque de voir des hommes, et même des femmes, être accusés à tort. Cela reste préférable à l'époque où les agresseurs violaient en toute impunité, grâce à la loi du silence et de la honte, qui reposait sur leurs victimes. Je préfère que la honte repose sur de faux bourreaux que sur de vraies victimes. Mais nous devons néanmoins tout faire pour éviter de briser des innocents. Cela passe par une certaine déontologie journalistique, par éviter de relayer de simples rumeurs ou des cas de « parole contre parole », par écouter une victime sans la croire forcément, et par donner aussi la parole à ceux qu'on accuse. Les accusations visant Patrick Poivre d'Arvor ou Nicolas Hulot, sont des cas qui méritaient d'être médiatisés, et même qui devaient l'être pour interroger nos métiers. Ils disent quelque chose de la société du pouvoir et nous

avons des leçons à en tirer. A l'inverse, faut-il relayer une seule accusation lancée anonymement, ou sans procès, contre un politique ou une personnalité médiatique ? Au risque d'être instrumentalisé et de servir une manipulation ? Je crois qu'il faut l'éviter. La loi, d'ailleurs, le réprimerait. Entre les deux, il faut accepter de chercher le plus juste. Nous ne sortirons pas de siècles de silence, où les femmes avaient honte d'avoir été violées, sans quelques cris de revanche mal placés. Ces viols, ces incestes, ne brisent pas qu'une personne. Ce sont des chaînes qui pourrissent le cœur, l'âme et le corps de familles entières, de toute la société. Des hommes qui l'ont subi enfant vont le reproduire. Des femmes violées vont se mettre en danger. Si nous n'ouvrons pas ces tiroirs, si nous ne soignons pas ces traumatismes à ciel ouvert, ils vont continuer à pourrir nos vies. Il faut accepter d'ouvrir les placards et les tiroirs, les fenêtres, laisser l'air entrer, sans céder au tournis. Si quelqu'un est accusé, écoutons, prenons éventuellement des précautions, mais attendons le verdict de la justice avant de trancher pour toujours. S'il s'avère qu'un être a été accusé à tort, qu'il n'est pas dangereux, luttons pour le réhabiliter, donnons-lui une seconde chance. Nous vivons dans une société où la réputation est le bien le plus précieux qui soit. Et dans ce nouveau monde, comme dans l'ancien, il y a ceux qui ont les moyens de défendre leur réputation et ceux qui ne l'ont pas. Cette domination-là, c'est aussi un enjeu pour le féminisme, cette école contre l'abus de pouvoir. Elle vaut pour tout le monde. C'est une école pour tous, qui doit nous permettre de vivre dans une société plus harmonieuse, plus juste, plus équilibrée et plus émanci-

pée, libre de se définir, de s'aimer et de rêver loin. C'est un horizon à atteindre, comme l'universalisme, qui ne s'élargit que si nous y croyons ensemble.

* * *

Questions de de la salle

Alain Policar³ : *La question que je me pose est la suivante : si l'on regarde les principes que vous avez énoncés, beaucoup d'entre nous, et j'en suis, seraient totalement d'accord. L'universalisme est ma boussole, comme c'est la vôtre. Vous êtes opposée à l'essentialisme identitaire ; je le suis aussi. Vous êtes opposée à l'épistémologie du point de vue, selon laquelle il est nécessaire d'en être pour savoir ce qu'il en est, ce qui est évidemment un non-sens et qui empêche toute solidarité dans le combat antiraciste. L'antiracisme est aussi une autre de mes boussoles. Il se trouve que j'avais rendu compte de votre livre *La dernière utopie*, publiée chez Grasset en 2009, avec beaucoup d'accords sur l'essentiel, même si j'avais noté à la fin qu'il semblait que nous avions une petite querelle de famille, par rapport à la question du traitement de la différence, en dépit de ces principes communs. Et c'est effectivement là qu'est le problème :*

3. Chercheur associé au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof).

le traitement de la différence, l'opposition que certains d'entre vous entretenez à l'égard du multiculturalisme considéré comme, en quelque sorte, une remise en cause profonde de l'universalisme « à la française ». Il me semble que le modèle républicain, dit « indifférent à la couleur » ou color blind, se heurte à des réalités extrêmement importantes, à savoir que, par exemple, la couleur existe. Plus généralement, les différences existent dans la tête des racistes et elles existent aussi dans la tête de ceux qui sont « racisés ». J'emploie ce gros mot volontairement. L'universalisme « à la française », l'universalisme dit « républicain » ne répond pas à cette question. Vous avez fait référence à la parité : la parité, c'est bien une remise en cause de l'universalisme « à la française » puisque c'est une façon de dire qu'on ne peut pas traiter uniformément un certain nombre de situations. Donc ma question est celle-ci : pourquoi, avec des principes qui nous sont communs, depuis, disons, au moins 2015, beaucoup d'entre nous se séparent, et se séparent de façon extrêmement dure ? Comment expliquer, au sein d'une même famille de pensée, des clivages aussi profonds, que vous n'avez pas totalement évoqués, sauf quand vous avez parlé de l'intersectionnalité ? On peut faire des critiques à l'intersectionnalité – c'est devenu effectivement un slogan pour beaucoup – néanmoins, vous l'avez dit, c'est quelque chose qui est essentiel dans la mesure où cela permet de prendre en compte des inégalités, des discriminations qui n'étaient pas prises en compte autrement, avant que cette notion d'intersectionnalité ne vienne, d'un point de vue juridique, traiter des choses qui étaient réellement là...

Caroline Fourest : En effet, je vous lis depuis des années avec le sentiment que le commun s'efface au profit de nos divergences d'appréciation sur le rapport de force en cours. On peut théoriser jusqu'à l'infini la différence entre multiculturalisme et universalisme. J'ai enseigné cinq ans à Sciences Po sur ce thème et je me suis beaucoup posé cette question. Mais la réalité, c'est qu'à un moment donné, on ne peut pas rester dans un cadre théorique. Il faut descendre sur le terrain des rapports de force. Et c'est là où nous divergeons. Quand je me battais pour le Pacs, on m'opposait, au nom de l'universalisme, un obstacle à l'égalité des droits car nous luttons contre l'homophobie... de façon parfois communautaire et parfois avec d'autres. Dans ces moments s'exprimait toute l'hypocrisie de gens qui n'étaient pas universalistes, mais en réalité conservateurs et normatifs. Lorsque des gens se font avoir par le mot « islamophobie », qu'ils pensent être une simple déclinaison du mot « homophobie » appliquée aux musulmans, ce n'est plus du tout le même débat. Ce simple mot fait que des gens comme vous et moi, ne peuvent plus se comprendre. Parce que ce mot est un piège absolu, c'est un piège rhétorique qui confond la critique d'une religion, parfois même la critique d'un intégrisme religieux, avec du racisme envers les musulmans. À partir du moment où l'on a commencé à employer ce terme à gauche, toute la gauche a explosé. C'était déjà le cas en Grande Bretagne quelques années auparavant, après l'affaire Rushdie. Au moment de l'affaire Rushdie, vous aviez des intégristes qui manifestaient contre lui comme blasphémateur. Comme pour *La dernière tentation du Christ* de

Scorsese, les camps étaient assez clairs : la gauche est censée se battre pour la liberté d'expression, y compris lorsque quelqu'un est accusé d'être un blasphémateur. Mais quand les intégristes islamistes ont commencé à comprendre qu'il valait mieux accuser les mêmes d'« islamophobie », plutôt que de blasphème, tous les camps ont été reconfigurés. Des gens ont réellement cru à cette propagande. Ils n'ont plus su discerner les racistes des laïques, les féministes des racistes. Et tout a explosé.

Je subis depuis quelques années ce procès d'intention en « islamophobie », distillé par les réseaux des Frères musulmans, très exactement depuis que je travaille sur Tariq Ramadan. Quand je travaillais sur Christine Boutin, il y avait des réseaux qui me traitaient de « christiano-phobe » mais je ne perdais pas des amis à gauche pour ça. Tout le monde souriait. Politis trouvait que mes livres étaient extrêmement fouillés, travaillés, documentés. Je n'avais que des compliments. Puis j'ai travaillé sur Tariq Ramadan, exactement de la même manière que j'avais travaillé sur Christine Boutin : analyse de discours, sous-entendus, réseaux, tout ce qui permet d'éclairer en creux un texte qui n'assume pas son objectif réel, qui est intégriste et « totalisant », selon le terme de Tariq Ramadan, totalitaire en réalité, misogyne, homophobe, ultra-réactionnaire. Pour avoir dit cela, j'ai perdu toute une partie de la gauche qui a relayé les accusations des Frères musulmans, donc des intégristes religieux, contre moi. Alors après, on peut théoriser. On peut dire que l'opposition se situe entre multiculturalistes et républicains qui ne voient pas les discriminations. Mais

c'est faux! Pardon, je viens du combat LGBT pour le Pacs, je sais très bien que l'universalisme républicain n'interdit pas l'égalité des droits, ni de nommer les discriminations. L'universalisme républicain ne nous a jamais empêchés de dire : « Nous sommes victimes d'homophobie ». Mais, quand des intégristes disent « nous sommes victimes d'islamophobie » parce qu'on leur demande de ne pas porter de signe religieux à l'école publique, de ne pas imposer de créneaux non mixtes dans les piscines publiques, de ne pas séparer ou discriminer, il ne faut pas tomber dans le panneau. Ce n'est pas « islamophobe » d'empêcher de discriminer, ce n'est pas « islamophobe » de résister aux rétrogrades, ce n'est pas « islamophobe » de dénoncer l'homophobie, le sexisme ou l'antisémitisme de certains groupes intégristes musulmans... Ce n'est pas une question de multiculturalisme ici. C'est une question de discernement ; et de rapport de force : des groupes rétrogrades, porteurs d'une métaphysique transformée en métapolitique discriminante, ne doivent pas être protégés au nom du multiculturalisme ou de l'antiracisme.

On va changer de religion pour détendre tout le monde ou se crisper encore... Au Canada, au nom des « accommodements », des ultraorthodoxes juifs demandent des exceptions à la loi pour être traités en priorité ou pour pouvoir faire des incendies pour des fêtes religieuses en pleine rue. Ce n'est pas acceptable. C'est une rupture d'égalité et cela fait monter l'antisémitisme en prime. Ces « accommodements » avec la laïcité se pratiquent de plus en plus dans nos mairies, mais au nom

du christianisme, pour mettre le petit Jésus dans une crèche. Dans tous les cas, quand on cède, c'est là que se défait la laïcité, là que se défait l'universalisme. Ce sont tous nos élus locaux qui, en première ligne, subissent des pressions, des demandes, avec des groupes extrêmement organisés, beaucoup mieux financés que les croyants plus modernistes. Ces élus sont submergés de demandes. Quand ils ont du courage, ils le paient cher, ils sont menacés ou ils ne sont pas réélus. C'est bien là qu'il y a un problème : ce n'est même plus une question d'universalisme ou de multiculturalisme. Il s'agit de résister aux intégristes. Quand vous analysez le monde en termes de minorités et de majorité, vous pouvez vous tromper. Il y a des minorités qui cachent des tyrans. La question est celle de la domination. Êtes-vous du côté des gens qui veulent tyranniser, ou êtes-vous du côté des gens qui veulent vraiment l'égalité? Donc, nos différences d'appréciation portent sur l'analyse des groupes. Quand la Ligue de l'enseignement, quand la Ligue des droits de l'homme se portent au secours, au nom des droits de l'homme, de gens qui veulent en réalité faire reculer l'égalité, eh bien, on n'est pas d'accord! Ce n'est pas un débat entre universalistes et multiculturalistes, c'est juste qu'ils n'ont pas été vigilants, ou qu'ils s'en fichent ou parce que, politiquement, ça les arrange d'être avec ces groupes-là. Donc, c'est une question de discernement.

Henri Cukierman⁴ : *Il y a aujourd'hui différents niveaux. Par exemple, dans les entreprises, le sentiment que j'ai est que la lutte pour le féminisme a été menée de façon très énergique, me semble-t-il, et j'ai l'impression que les résultats sont là. Ce qui m'inquiète plus, c'est le «wokisme» dans les universités : j'ai l'impression d'une impossibilité de réagir, quoi qu'on fasse. On voit des professeurs virés parce qu'ils n'ont pas regardé suffisamment longtemps une étudiante dans les yeux ou que, s'ils ne se souvenaient pas de son prénom, cela voulait dire qu'il l'avait sous-estimée. Donc, je voulais savoir comment vous, vous imaginez ce combat-là.*

Caroline Fourest : Il y a deux sources de pessimisme dans ma vie. Il y a ce qui se passe au niveau des élus locaux et ce qui se passe dans les universités. Je suis même très inquiète pour les universités. Je ne vois d'ailleurs pas comment on peut y échapper parce qu'il existe un système de cooptation très fort dans le milieu universitaire. Pour avoir un poste à l'université, il ne faut surtout pas être universaliste. Il ne faut surtout pas poser les questions qui fâchent. Il ne faut surtout pas essayer de défendre une forme de liberté d'esprit critique. Il faut au contraire porter une vision beaucoup plus victimaire. Et toute personne qui essaie de s'y attaquer subit des représailles. On l'a vu avec la ministre de l'Enseignement Supérieur, même si elle a été très maladroite et a mené de la pire des façons le débat sur l'«islamo-gauchisme».

4. Président de la Chambre de Commerce France-Israël.

Mais ensuite, quand vous voyez les retours de bâton et ce qui s'en est suivi, vous savez que les politiques ne s'attaqueront plus jamais à cette question. À l'intérieur du monde universitaire, la question aujourd'hui serait d'essayer de nommer des présidents d'université qui aient du courage; ce que le mode d'élection des présidents d'université ne permet pas. Ne parlons pas des syndicats étudiants et enseignants, très travaillés par l'instrumentalisation victimaire et opportuniste des questions d'identité. Mécaniquement, un président d'université n'a aucun intérêt à être courageux sur ces questions. Mine de rien, je pense qu'on est en train de détruire nos élites intellectuelles, de les abaisser à un statut d'hommes politiques qui cherchent à faire du clientélisme.

Concernant la question du « wokisme », quand *Génération Offensée*⁵ est paru, avant la pandémie, j'étais parmi les premières à dire il fallait s'attaquer à cette question de l'offense, qui interdit à des professeurs d'être courageux, met fin aux débats, nuit à la liberté d'expression. On me disait : « mais ce sont des mécanismes américains, tu exagères! On n'en est pas là en France, etc. ». Désormais, le constat est largement partagé, parfois même exagéré. Même si, encore une fois, le problème ne cesse de s'aggraver à l'Université. Néanmoins, je suis optimiste de ce point de vue : je pense que c'est une phase de transition.

5. *Génération offensée : de la police de la culture à la police de la pensée*, Paris, Grasset, 2020.

Honnêtement, si j'avais 20 ans aujourd'hui, je serais évidemment « woke » : c'est un processus normal. Régulièrement, notamment grâce à des journaux comme *Franc-Tireur* qui se battent contre tous les identitaires et les extrêmes, je rencontre des jeunes qui sont en phase de réflexion : après un premier élan qui consiste à prendre naturellement le parti des victimes et des identités minoritaires, donc à être très revendicatifs sur ces questions-là, ils finissent par aller vers une forme de dialectique plus élaborée, qui permettra, je l'espère, de sauver quelques principes comme la présomption d'innocence et la liberté d'expression. Mais, pour y parvenir, il faudrait que l'université et l'école les y encouragent. On peut essayer de faire ce qu'on peut avec des journaux, des livres ou des films, on ne pourra pas entièrement compenser la transmission nécessaire de la dialectique qui incombe à l'école et à l'université. C'est une des priorités qu'il faudrait porter. Aujourd'hui, l'école n'est plus le lieu où on apprend le savoir. Le savoir, nous l'avons tous dans nos smartphones. La question est d'apprendre à savoir rechercher et trier, à tenir un débat sans s'insulter ou « s'annuler ». L'école, la faculté, doivent apprendre la dialectique et l'esprit critique comme jamais, l'esprit de discernement. Ce sont des disciplines à part entière. Nous devons former nos enseignants à ne faire quasiment que ça.

Élisabeth Guigou ⁶ : *Ce qui m'avait frappée quand j'étais élue au Parlement européen, c'était de constater que le féminisme portait sur des objets très différents selon qu'on était, par exemple, française, suédoise ou finlandaise, etc. Chez nous, le territoire dans lequel il était le plus difficile d'être féministe, c'était la politique. Pourquoi? Parce que c'était le lieu absolu du pouvoir, un lieu qui a été, dans toute notre histoire, complètement théorisé comme tel. Dans les pays nordiques, c'est plutôt l'entreprise. Leurs parlements nationaux étaient composés pour moitié de femmes, mais on n'en trouvait aucune à la tête de leurs entreprises. Alors qu'en France, la situation était presque inversée... Je voulais juste faire une remarque sur la question de l'universalisme. Quand nous avons travaillé sur le Pacs et la parité (il s'agissait quand même de modifier la Constitution française), nous nous sommes fondés sur les travaux d'historiennes et de philosophes qui avaient montré en quoi l'universalisme républicain – auquel je reste attachée, évidemment – avait été instrumentalisé pour justifier la domination masculine sur la vie politique. Pour le cas du Pacs, nous avons adopté une démarche qui ne s'adressait pas seulement aux homosexuels, même si le point de départ de notre démarche était la discrimination épouvantable à l'égard des homosexuels qui étaient atteints du sida. On était alors dans le milieu des années 1990 et l'on commençait seulement à voir arriver les trithérapies. Donc, nous*

6. Membre du Conseil supérieur de la Magistrature, ancienne Garde des Sceaux, ministre de la Justice, ancienne ministre de l'Emploi et de la Solidarité, ancienne ministre aux Affaires européennes.

sommes partis de ce point, mais avec la volonté de faire une loi pour l'ensemble de la société. Le succès du Pacs aujourd'hui montre que nous avons eu raison. Donc, je crois qu'il faut continuer à réfléchir sur l'universalisme républicain. Quant à la parité, pour rebondir sur la remarque de M. Policar, les femmes ne sont pas une catégorie : c'est la moitié de l'humanité ! Nous n'avons pas voulu introduire des quotas, par exemple. On a modifié la Constitution, et il a fallu ensuite se battre pour que la loi oblige les partis politiques à intégrer des femmes à parité avec les hommes – quand il y a des scrutins de liste évidemment parce que, dans ces cas, c'est faisable ; quand il n'y a pas de scrutin de liste, on est obligé de passer par des pénalités financières et il y en a qui préfèrent payer... La logique n'était donc pas celle de quotas. Il ne s'agissait pas de demander 30 ou 40 % de femmes, mais de dire que les femmes représentent la moitié de l'humanité. Je crois qu'il faut continuer à travailler sur ces questions-là, car il est vrai que l'instrumentalisation et la tentation du clientélisme sont toujours là.

Caroline Fourest : Merci ! Cela me permet de rebondir et de répondre plus en détail à Alain Policar. Très souvent, toute la question est de trouver une juste mesure entre combattre réellement les discriminations – car l'universalisme ne doit pas être un renoncement à combattre les discriminations ou les préjugés – sans créer de mécanismes qui vont finalement renforcer ces préjugés. C'est sur ce point que l'on peut être en désaccord ou pas, au cas par cas.

Au moment du Pacs, alors que nous n'étions pas sûrs de l'obtenir et que j'étais présidente du Centre Gay et Lesbien, des membres de la droite sénatoriale sont venus nous expliquer qu'ils ne voulaient en aucun cas entendre parler du caractère universel du Pacs. En revanche, si l'on renonçait à son caractère universel, si l'on acceptait un Pacs réservé aux couples de même sexe, il n'y aurait pas de problème. Comme militante lesbienne, je m'y suis opposée. Je préférais attendre dix ans de plus pour obtenir un jour le mariage pour tous que d'accepter un Pacs réservé aux couples de même sexe, qui nous mettait de fait dans un couloir de droit séparé et fermait la porte à cette possibilité. Nous avons finalement obtenu un Pacs pour tous qui permettait de mieux protéger les couples de mêmes sexes et d'offrir en prime une option de plus aux couples hétérosexuels qui souhaitaient formaliser leur union sans aller jusqu'au mariage. C'était la bonne idée. Il existe toujours, dans les luttes, même si cela peut prendre un peu plus de temps, un moyen universel de corriger les discriminations, les inégalités et les injustices.

La parité, c'est une question beaucoup plus délicate. Sur ce sujet, on peut avoir des nuances. Je pense qu'elle était inévitable pour des raisons tactiques, mais je ne suis pas sûre de la nécessité de graver ce principe dans le marbre de la Constitution. Il est certain que c'était un correctif nécessaire pour secouer des siècles sclérosés de reproduction et de réseaux à domination masculine. Mais le vrai danger, et ça l'est toujours quand on utilise un moyen correctif à tendance essentialiste, c'est de renforcer les

préjugés : la croyance selon laquelle les hommes et les femmes sont fondamentalement différents.

Il y a des personnes qui pensent que ce principe de parité implique la nécessité d'avoir autant de femmes que d'hommes élus au Parlement. Or ce n'est pas le problème : ce qui compte, c'est que les femmes aient autant de chances que les hommes de pouvoir faire un parcours politique et de réussir. Il faut donc qu'on arrête de les harceler sexuellement quand elles sont jeunes militantes (pour qu'elles restent en politique). Il faut ensuite qu'on leur donne la possibilité de s'exprimer en public, de sorte qu'elles aient plus de chances d'être reconnues comme des leaders politiques. On a voulu gagner du temps en passant par quelque chose qui secoue un peu la fourmière, et l'on a sans doute bien fait. Mais, par exemple, est-ce que la primaire d'Europe Écologie Les Verts est anti-paritaire parce qu'il y a trois femmes qui se présentent à cette élection ? Non ! Il faut accompagner ce mécanisme différentialiste d'une très forte conscience universaliste, en disant clairement qu'il s'agit d'un correctif, temporaire et provisoire. Je souhaite qu'il soit provisoire, qu'on n'en ait vite plus besoin.

On ne doit pas tirer de ce moyen différentialiste une mentalité différentialiste. Sinon, on renforce un préjugé qui va relancer un cercle infernal. C'est tout le problème de la discrimination positive ethnique. En quoi est-elle plus risquée que la parité ? Parce qu'il est plus dangereux encore de perpétuer les mécanismes de « racisation » que le mythe de la différence des sexes. Le terme de « raciser »

ne me gêne pas, s'il fait référence (je suis une élève de Colette Guillaumin) à des mécanismes d'assignation identitaire. Le problème commence lorsqu'on croit que l'on naît « racisé » et que d'autres, donc, naissent « racistes », comme s'il s'agissait de statuts à vie départageant l'humanité entre victimes et bourreaux !

Cette essentialisation victimaire ne m'intéresse pas. Par contre, il est certain qu'il existe des mécanismes de représentation, qui font qu'on vous regarde comme femme ou qu'on vous regarde comme étranger à vie, « racisé ». Ce sont ces mécanismes-là qu'il faut chercher à défaire. Or, si l'on crée, comme l'avait proposé par exemple Yazid Sabeg sous Nicolas Sarkozy, un troisième concours réservé de l'ENA sur la base de quotas ethniques, pour aider 2,5 personnes par an à entrer grâce à leur identité, on risque fort de renforcer les préjugés et la concurrence victimaire entre prolétaires blancs et enfants de riches « racisés ». Travaillant sur l'extrême droite à l'époque, je devinais ce que Marine Le Pen en ferait un jour de campagne électorale. J'ai eu un débat très vif avec Patrick Lozès, du CRAN (Conseil Représentatif des Associations Noires de France), qui défendait cette mesure. Lui-même est noir, certes, mais fils de ministre. Dans sa famille, l'ENA, on sait ce que c'est, où cela se trouve et comment s'y inscrire. Ce n'est pas le cas de nombreuses familles ouvrières, qui vivraient très mal ce genre de quotas. Pour aider 2,5 personnes par an, dont des fils de ministre, on pousserait des milliers de Français à se sentir légitimement en colère et à voter pour l'extrême droite qui est le vrai danger aujourd'hui

lorsqu'on souhaite réellement contenir le racisme et ne pas obtenir une place pour soi-même.

C'est l'un des problèmes que vit l'Amérique depuis l'instauration de la discrimination positive sur critères ethniques. À mettre en concurrence les plus défavorisés, on se retrouve avec de jeunes blancs pauvres qui se mettent à devenir beaucoup plus racistes que ne l'étaient leurs parents. Ce n'est plus simplement le vieil inconscient ségrégationniste, lequel ne s'est jamais totalement éteint, mais c'est aussi un nouvel imaginaire raciste, ségrégationniste et suprémaciste, qui se réveille du fait de la mise en concurrence sociale. Ceux qu'on appelle les *white trash*, les Blancs défavorisés, ne supportent plus de voir des démocrates ne s'adresser qu'aux minorités, comme à des clientèles qu'il faut cumuler, pour masquer qu'ils n'ont plus rien à dire sur les inégalités. La discrimination positive sur critères sociaux ne pose pas ces problèmes. Elle permet d'aider ceux qui en ont vraiment besoin, les familles pauvres, souvent noires, sans mettre en concurrence ni réveiller les stéréotypes.

Sur ce point, au moins, la France n'est pas dans la même situation qu'aux États-Unis. C'est aussi l'un des problèmes : on cherche à transférer des recettes et des politiques qui peuvent marcher dans certains pays, mais pas dans d'autres. Je ne suis pas figée : il y a des pays où l'inconscient est tellement essentialisé qu'on peut utiliser un correctif différentialiste sans ajouter aux préjugés. Mais d'autres où, au contraire, cela va recréer du stéréotype.

L'Amérique vit une crise post-ségrégationniste. Nous sommes dans une situation postcoloniale. Ce n'est ni plus grave ni moins grave, ce n'est pas la même chose. Nous n'avons pas affaire aux mêmes inconscients. Il est illusoire de penser qu'on pourra les défaire exactement de la même manière. Si les campus américains ont recourt à la discrimination positive sur critères ethniques, c'est aussi parce qu'étudier coûte tellement cher aux États-Unis que la véritable discrimination s'opère, en fait, entre les enfants de riches, qui peuvent étudier, et les enfants de pauvres, qui sont endettés à vie. Ils sont obligés d'être basketteurs, pour les meilleurs, ou d'aller s'engager dans l'armée et se faire tuer pour essayer de payer leurs études. La vraie correction universaliste aurait été de créer des bourses universitaires sur la base des revenus des parents, de faire en sorte que les enfants de pauvres (il se trouve, et c'est le fruit de l'histoire et du racisme, qu'ils sont bien souvent des enfants noirs) aient l'argent pour aller étudier sur les campus américains, y apprendre les codes et avoir des opportunités. C'est un correctif universaliste qui permet de tenir compte des discriminations et de vraiment s'y attaquer. Prendre le raccourci différentialiste est peut-être politiquement payant. Mais quel est le bilan de la discrimination ethnique positive ?

Sur les campus, des élèves noirs s'écharpent pour savoir qui a le droit à ces bourses ou ces correctifs, selon qu'on soit descendants d'esclavagisés ou pas. Ce qui signifie que de jeunes migrants noirs, défavorisés, venus d'Afrique par exemple, se voient insultés par des étudiants noirs, américains depuis plusieurs générations, parce qu'ils ne sont

pas descendants d'esclaves. On instaure donc une concurrence entre les victimes à l'intérieur même d'un groupe.

En outre, la mentalité de la discrimination positive ouvre à la question infinie de qui est le plus victime et qui a donc le droit à plus d'aides : les Noirs, les Indiens, les femmes, les Juifs? Dans mon cours sur universalisme et multiculturalisme, des étudiantes américaines me disaient souvent qu'elles n'osaient pas cocher de case parce que leurs parents étaient riches, qu'elles disposaient d'un capital culturel et ne voulaient pas bénéficier de ce dispositif de discrimination positive. Dans ce cas, où est la règle alors? On assiste actuellement aux États-Unis à une remontée de l'antisémitisme, dont on ne parle pas beaucoup, mais qui est liée, comme chez nous, à la mise en concurrence des victimes. Dieudonné a beaucoup joué de ce thème chez nous, mais des Dieudonné il en existe légion aux États-Unis ! Quand la Women's March se bat contre Trump, c'est magnifique. Mais si c'est pour donner la parole à des militantes proches de Nation of Islam et de Louis Farrakhan, c'est-à-dire d'un mouvement suprémaciste noir fanatique, religieux et antisémite, quelle est la crédibilité du camp progressiste?

Charles Descours⁷ : *J'ai lu cette semaine, dans Le Point, une interview de trois pages de Catherine Millet qui nous explique que le nouveau rapport qu'on établit entre les hommes et les femmes les culpabilise sur la sexualité.*

7. Sénateur honoraire.

Elle parle de pudibonderie et d'un retour au XIX^e siècle. J'avoue que j'ai été un peu surpris. Qu'en pensez-vous ?

Caroline Fourest : Je n'ai pas lu l'entretien en question. Je n'étais pas de celles qui ont apprécié sa tribune sur la liberté d'importuner, parce que je la trouvais maladroite et inopportune justement. Mais sur la question de la séduction et du désir, il faut qu'on cherche un équilibre. C'est évidemment très compliqué, parce que nous touchons à quelque chose de très intime, de très personnel. On a longtemps accusé le féminisme d'être « anti-sexe », qu'on allait tuer le désir de ces pauvres garçons qui, selon un schéma traditionnel, trouvaient leur épanouissement dans le fait de dominer. Dominer, ce n'est pas séduire ; mais à l'inverse, se battre contre la domination, ce n'est pas interdire la séduction. Au contraire, l'inverse de la domination, c'est la séduction ! Quand on a besoin d'obtenir le consentement d'autrui, on doit apprendre à séduire. Ce chemin vers le consentement, c'est quand même le plus passionnant. Rien n'est plus pathétique que les gens qui prennent des raccourcis, par la force ou l'autorité. Jadis, des garçons peu séduisants s'en tiraient avec une bonne addition au restaurant et une très belle voiture. Ce n'était pas si glorieux ni passionnant. C'est tout de même beaucoup plus intéressant d'avoir face à soi des femmes exigeantes, intelligentes. Le féminisme permet ça ! Le patriarcat, de fait, ne nous tire pas vers le haut mutuellement. Avoir des femmes fortes, indépendantes et intelligentes implique d'être plus créatif ! Cela demande beaucoup plus de talent, de sens de l'humour, de respect, d'attention. Cela suppose d'être à

l'écoute et de discerner cette espèce de zone grise, pas si facile à établir, qui est celle du consentement.

À l'inverse, il faut aussi dire que les femmes ont un chemin à parcourir pour exprimer leur consentement. On leur a appris pendant des siècles qu'il fallait toujours dire non, pour protéger leur virginité, leur réputation et rester une valeur sûre sur le marché. On a culpabilisé le désir féminin. Elles sont habituées à dire « non », à ce qu'on se batte pour leur arracher un « oui ». Le jeu, pour les hommes, étant d'arracher un « oui » en partant d'un non, sur un mode de conquête dominant et sans respect du consentement. Cela crée des situations problématiques pour tout le monde, et bien sûr dangereuses. Nous sommes donc en train de renégocier comment se manifeste le désir. Je n'ai pas envie qu'on vive dans un monde où on soit obligé de signer des contrats. On n'en est pas tout à fait loin. On est un peu dans un moment de transition. C'est compliqué chez les jeunes générations, rien n'est encore très clair, mais c'est quand même beaucoup plus sain qu'à l'époque où le jeu était de dire « non » systématiquement, même si l'on pensait « oui ».

Le féminisme libère le désir des femmes. Plus les femmes sont actives, plus elles ont une activité extérieure, plus elles sont puissantes, plus elles ont une libido, parce que ces choses-là, figurez-vous, marchent de la même façon pour les hommes que pour les femmes !

Dominique Guezelou⁸ : *Vous avez parlé du féminisme, moi, je voudrais parler de Jean Markale, qui a écrit un livre extraordinaire : L'homme lesbien*⁹. Il cite Abélard, l'abbé de Choisy, Wagner, Parsifal, Éluard et Dali. Qu'est-ce que l'homme lesbien? « On ne naît pas lesbien, on le devient », écrit Jean Markale, « Sa relation exclut la domination, la jalousie, se fondant sur la fraternité plus que la complémentarité. C'est un homme tribade. Il se frotte à la femme, moins soucieux de la pénétrer que de la caresser, vénérant la beauté intérieure autant que la beauté extérieure ».

Caroline Fourest : Bravo. Magnifique. En ce qui me concerne, l'homme lesbien me va très bien! Je m'y retrouve tout à fait.

Francis Wolff¹⁰ : *Je reviens à l'avenir du féminisme... Vous n'avez pas voulu donner de définition du féminisme, mais on a bien compris que c'était une forme de lutte contre la domination patriarcale. Est-ce que ces luttes ne sont pas aujourd'hui, sinon menacées, du moins concurrencées par la montée des revendications transgenres, dans la mesure où, si on définit désormais*

8. Membre du Bureau du Centre de Recherches et d'Informations sur l'Économie Publique, Sociale et Coopérative.

9. Markale, Jean, *L'homme lesbien : essai sur un comportement sexuel et affectif méconnu*, Paris, Editions Jean-Paul Rocher, 2008.

10. Professeur émérite au département de philosophie de l'École Normale Supérieure-Ulm.

une femme comme une personne qui se sent femme et non plus par des critères naturels, culturels ou politiques de domination, il ne reste plus grand-chose de l'idée de féminisme ?

Caroline Fourest : Vous avez raison, c'est une question qu'il faut poser. On vit une situation très différente de celle que j'ai connue lorsque j'étais présidente du Centre Gay et Lesbien. Par définition, face à l'adversité, nous articulons les luttes trans et LGB. À l'époque, il n'y avait absolument pas de mise en concurrence entre combat trans et homo, et tout cela allait dans le sens du féminisme. Cela nous paraissait même assez évident, dans la mesure où l'on déconstruisait une vision fantasmagorique et biologisante de la différence des sexes. Par définition, plus elle devenait plus fluide, plus il était facile de transitionner et d'accepter la transsexualité. Mais nous avons aussi des divergences puisque les homos féministes cherchent plutôt à gommer la différence des sexes, à rendre les hommes un peu moins virils et les femmes plus androgynes, moins stéréotypées, là où l'on cherche souvent à se fondre dans les stéréotypes de l'autre genre lorsqu'on transitionne...

Cela a pu créer certaines incompréhensions entre nous, mais rien qui soit comparable à ce qu'on vit aujourd'hui. Comme en Grande Bretagne, où une professeure lesbienne s'est faite insulter, son nom a été placardé partout, et qui a perdu son travail parce qu'elle avait déplu sur la question trans... J'ai compris cette tension entre homos et trans sur le campus d'une Université américaine de

Virginie réservée aux filles, Hollins, où je suis allée donner des cours. En classe comme à la cantine, les filles se rassemblaient par identité : les étudiantes noires à une table, les lesbiennes à une autre table, les trans à une autre. J'avais l'impression d'être dans *Orange is the New Black*, mais à l'Université... Peut-être parce que j'étais repérée comme lesbienne, certaines étudiantes lesbiennes sont venues me parler entre les cours, sur le mode de la confidence. L'une d'elle m'a expliqué qu'elle avait été chassée de son dortoir parce que sa *roommate* (la personne qui partageait le dortoir avec elle) devenait une homme trans : ils avaient eu un débat sur l'âge minimum légal pour transitionner. Pour cette étudiante homo, il lui semblait que neuf ans était un peu tôt, notamment pour savoir si l'on est trans, homo, ou juste mal dans sa peau... Sur la base de cette simple interrogation, légitime et non haineuse, son camarade est allé se plaindre à la direction de l'université. Il estimait que cette phrase l'avait insécurisé, qu'il ne se sentait plus en « sécurité » dans son dortoir et l'étudiante lesbienne a été déplacée!

C'est un véritable problème qu'on a avec les étudiants aujourd'hui : tout débat devient « inconfortable » ou apparaît comme une attaque contre une identité. C'est le même problème qu'on a eu sur les caricatures : critiquer une religion, ce n'est pas critiquer l'identité de quelqu'un. Se poser la question de savoir si neuf ans n'est pas un peu trop tôt pour transitionner, ce n'est pas être transphobes, ni être « TERF » (*Trans-exclusionary radical feminist*), selon cette nouvelle terminologie que je récusé totalement.

Comme le mot « islamophobie », ce sont des accusations excessives qui désignent des cibles et interdisent le débat.

Le débat n'est pas sur le droit de transitionner, que je défends, mais sur comment l'accompagner et comment renégocier nos règles collectives en fonction. Est-ce que la question des mineurs doit se poser comme celle des majeurs ? Beaucoup de jeunes femmes et de jeunes hommes vivent une dysphorie – ce mal être lié au fait de ne pas se sentir bien dans son corps. Parce que la transition est aujourd'hui valorisée par la jeune génération, beaucoup vont penser qu'ils sont trans... Ils comprendront peut-être plus tard, trop tard, qu'ils ressentent un malaise lié à l'adolescence, ou à leur homosexualité, ou qu'ils ne se reconnaissent simplement pas dans les cases de séduction et d'assignation actuelles. Dans quelques années, ces personnes nous reprocheront de les avoir laissé transitionner trop tôt, d'avoir dû détransitionner, pris un lourd traitement hormonal, avec tous les risques que l'on sait pour la santé...

Mais ce n'est pas si simple. Car certains adolescents ressentant une vraie dysphorie sont vraiment trans. Et pour eux, plus la transition intervient tôt, meilleur sera leur réconciliation avec eux-mêmes. C'est pourquoi la question est si sensible et si compliquée. Poser ces questions, souligner la complexité de ce débat, comme je viens de le faire, peut aujourd'hui valoir des accusations d'être transphobe ou d'être « TERF ». C'est injuste. Nous devons avoir ce débat et le mener de façon délicate, bienveillante, respectueuse, pour tenter de mieux dis-

cerner le mal être des adolescents et les accompagner. Je pense, par exemple, qu'on pourrait autoriser les bloqueurs de puberté pour les mineurs, lorsqu'une dysphorie est diagnostiquée, mais attendre la majorité pour enclencher la suite de la transition. Mais c'est un débat. Il faut aussi mieux former les psychologues qui accompagnent ces transitions, que le militantisme ne soit pas le seul critère.

À mes yeux, la solution rêvée (mais elle ne conviendra peut-être pas à tout le monde), c'est de continuer à décloisonner les genres. Plus nous irons vers la fluidité, moins nous ressentirons le besoin de changer absolument de case pour que son ressenti corresponde à son sexe de naissance.

Après, il y a un ensemble d'autres questions qui se posent concernant l'organisation de la vie en société : la question sportive et la question des prisons, notamment. Peut-être qu'un jour, on cessera de distinguer entre les compétitions hommes et les compétitions femmes. On prendra d'autres critères que le sexe de naissance, le poids ou les hormones, pour faire des catégories « plumes » ou « poids lourds », comme dans la boxe mais sans frontière de genre. En attendant, puisque c'est la coupe du monde, je vous signale, si vous ne le savez pas, que le meilleur buteur en France n'est pas Giroud, ni Mbappé comme on le lit partout... mais une footballeuse, et qu'elle s'appelle Wendie Renard!

Alice Maxence¹¹ : *Je suis étudiante et aussi réserviste de l'armée de terre. Dans mon entourage proche, dès que j'ai une conversation avec des gens qui sont de mon âge, qui ne sont pas forcément de mon milieu social, la seule chose qui les relie entre eux, c'est l'agressivité. Par exemple, dès qu'on évoque avec ceux qui ont des positions très écologistes le sujet des méga bassines, tout d'un coup, la discussion devient sensible et extrêmement violente. Et lorsqu'on introduit de la nuance, la violence se déchaîne. Quel point de vue avez-vous là-dessus? Cela rejoint la question des universités et des étudiants. Comment est-ce qu'on peut faire? Moi, je suis très désemparée par cette situation. On n'arrive pas à garder le lien entre nous, notamment sur des sujets comme l'écologie, qui sont cruciaux; on ne peut pas se permettre de ne plus être en mesure de dialoguer sur le sujet et pourtant, dès qu'on essaie de dialoguer, c'est un déferlement d'étiquetage : « donc, tu es d'extrême droite, tu es homophobe, tu es antiféministe! » Comment est-ce qu'on peut faire pour que les jeunes arrivent à se parler entre eux? Car on ne peut pas se permettre de ne plus se parler. Voilà ma question.*

Caroline Fourest : Vous mettez exactement le doigt sur le problème. Nous vivons actuellement une mutation des manières de débattre, qui est sans doute liée à la mutation des modes d'information, de politisation et de sociabilité. Aujourd'hui, on ne se politise plus à

11. Étudiante, Panthéon Assas/Science Po

travers des institutions comme un syndicat, un parti, un mouvement, qui étaient des lieux d'apprentissage du conflit et de la dialectique. Il ne faut évidemment pas idéaliser les choses, car, quand on se battait cause contre cause, cela pouvait être très violent : les Maos à l'université, il y a quelques décennies, n'étaient pas toujours très doux... Ils ressemblaient même beaucoup aux woke d'aujourd'hui. Mais disons qu'il y avait quand même une dialectique possible. On sera en désaccord sur des idées et, à la fin, une idée va l'emporter sur l'autre. Aujourd'hui nous n'élaborons plus autant nos pensées par cercles concentriques. Nous sommes immédiatement, sans intermédiaire ni filtre, plongés dans l'agora des réseaux sociaux, où le débat ressemble surtout à la lutte d'une meute contre une autre. C'est à celui qui est le plus violent, qui crie le plus fort, et effectivement, qui va étiqueter le plus vite. Peu de gens prennent le temps d'argumenter. Tout va tellement si vite. Il faut avoir un point de vue immédiat, sur tout, tout le temps. Personne n'a plus le temps de réfléchir, de se préoccuper du contexte. Nous sommes sommés de juger un bout de propos qui a été coupé, décontextualisé, jeté en pâture à une meute contre une autre meute. Et là, puisqu'on a cinq minutes pour réagir, pour publier, pour exister, il faut choisir sa meute... Ce mode d'apprentissage porte au lynchage et à force d'être présent dans nos vies virtuelles, il déteint sur nos vies réelles.

Le seul moyen que je vois pour faire baisser cette violence, c'est d'abord de réguler. C'est tout le débat actuel sur Twitter, et c'est un véritable enjeu. On a en plus des

phénomènes artificiels qui favorisent ces meutes, on a des *bots*, des *trolls* qui peuvent être organisés de façon complètement artificielle, financés par des États ou par des groupes extrémistes. Il existe une anomie incroyable sur Twitter. On croit parler au monde entier, mais on parle en réalité d'un petit univers, où les plus excessifs sont surreprésentés. Or cet univers est en train de façonner notre vie, d'avoir un impact sur notre santé, parce qu'on perd foi en l'humanité à danser dans ces fosses-là ! Donc, il faut absolument réguler cet espace, se battre contre la vision arbitraire d'Elon Musk, par exemple. Il faut ramener de la civilisation dans ce monde virtuel, pour arriver à la rétablir ensuite dans le monde réel. Et dans le monde réel, j'y reviens, l'école, l'université, mais aussi des journaux, doivent jouer un rôle. Pourquoi est-ce qu'on se bat à *Franc-Tireur* pour faire des articles courts, mordants, mais au service de la nuance ? Parce que c'est une bataille pour capturer l'attention et réarmer intellectuellement plusieurs générations, pour qu'elles puissent se reparler et qu'elles puissent aussi se disputer, mais de façon dialectique, avec des arguments. Or, aujourd'hui, les arguments, c'est ce qu'on transmet le moins. C'est pour cela que j'ai écrit *Génération Offensée*. Alors qu'il y a quelques années, je me suis battue pour qu'on prenne plus en compte les minorités. Aujourd'hui, je me bats pour qu'on tienne compte à nouveau des idées, parce que le rapport de force a changé. Certains me disent : « c'est juste que tu as vieilli et que tu t'es assagi ». C'est peut-être vrai. Néanmoins, quand j'avais 20 ans, le problème était de convaincre les faux universalistes de faire reculer les discriminations. Aujourd'hui,

il est de pouvoir continuer à faire progresser l'égalité sans perdre certaines libertés. Personnellement, je n'ai pas changé de principes, ni d'énergie, je tente juste de contre-balancer les travers d'une époque qui a changé, notamment parce que nous avons réussi à gagner des droits et à faire reculer les discriminations.

Et je pense que la jeunesse « woke » fera le même trajet. Elle est très sensible, un peu trop sous l'emprise de l'émotivité et de l'identité. Mais si on résiste à certains de ses chantages affectifs ou à ses procès d'intention, elle verra que se plaindre ne suffit pas à bâtir un futur et elle apprendra à respecter aussi l'autre dans ses opinions. Je ne suis pas pessimiste, je pense qu'on va y arriver.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentégeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterrand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement

-
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
 - L'avenir du climat - Jean Jouzel
 - L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
 - L'avenir de la politique - Alain Juppé
 - L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
 - L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poirin
 - L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
 - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations Franco-Russes - S.E Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapi
 - L'avenir du conflit entre chiite et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
 - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
 - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
 - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
 - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
 - L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
 - Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
 - L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins - Georges Malbrunot
 - L'avenir du Grand Paris - Philippe Yvin
 - Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
 - L'avenir de la Corée du Nord - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
 - L'avenir de la justice sociale - Laurent Berger
 - Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ? - Nicolas Arpagian
 - L'avenir de la Bioéthique - Jean Leonetti
 - Données personnelles : pour un droit de propriété ?
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
 - Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ? - Pierre Vermeren
 - Turquie : perspectives européennes et régionales - S.E. Ismail Hakki Musa
 - Burn-out - le mal du siècle ? - Philippe Fossati & François Marchand
 - L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.
Jean-Philippe Hubsch
 - L'avenir du bitcoin et du blockchain - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
 - Le Royaume-Uni après le Brexit
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
 - L'avenir de la communication politique - Gaspard Gantzer
 - L'avenir du transhumanisme - Olivier Rey
 - L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
 - La transformation numérique de la défense française - Vice-amiral Arnaud Coustillière
 - L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française
Gérard Longuet
 - L'avenir du Pakistan - Ardavan Amir-Aslani

- Le corps humain et sa propriété face aux marchés - Sylviane Agacinski
- L'avenir de la guerre économique américaine - Ali Laidi
- Construire l'économie de demain - Jean Tirole
- L'avenir de l'écologie... et le nôtre - Luc Ferry
- La vulgarisation scientifique est-elle un échec ? - Étienne Klein
- Les trois utopies européennes - Francis Wolff
- L'avenir des Juifs français - Haïm Korsia
- Comment faire face à la pénurie et à la hausse des prix des matières premières ?
Philippe Chalmin
- Changement climatique : comprendre et agir - Christian de Perthuis

Les Déjeuners / Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junier
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?
Pr François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ?
Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique
et numérique - Guillaume Pitron
- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérald Bronner
- Comment gouverner un peuple-roi ? - Pierre-Henri Tavoillot
- L'eau enjeu stratégique et sécuritaire - Franck Galland
- Autorité un «enjeu pluriel» pour la présidentielle 2022 ? - Thibault de Montbrial
- Manifeste contre le terrorisme islamiste - Chems-eddine Hafiz
- Reconquérir la souveraineté numérique
Matthieu Bourgeois & Bernard de Courrèges d'Ustou
- Le sondage d'opinion : outil de la démocratie ou manipulation de l'opinion ? Alexandre Dézé
- Le capitalisme contre les inégalités - Yann Coatanlem
- Franchir les limites : transitions, transgressions, hybridations - Claudine Cohen
- Migrations, un équilibre mondial à inventer - Catherine Withol de Wenden
- Insécurité alimentaire et changement climatique :
les solutions apportées par les biotechnologies végétales - Georges Freyssinet

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualezzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
- À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
- Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
- L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Handicap et République - Pierre Gallix
- Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
- Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?
Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
- Le maquis des aides sociales - Jean-Pierre Gualezzi
- Réformer les retraites, c'est transformer la société - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Vers un droit du travail 3.0 - Nicolas Dulac
- L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?
Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
- Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ? - Jacky Bontems & Aude de Castet
- De la nation universelle au territoire-monde - L'avenir de la République dans une crise globale et totale - Marc Soléry
- L'intelligence économique - Dominique Fonvielle
- Pour un Code de l'enfance - Arnaud de Belenet
- Les écoles de production - Agnès Pannier-Runacher
- L'intelligence artificielle au travail - Nicolas Dulac Gérardot
- Une Assemblée nationale plus représentative ? - *Mandature 2022-2027* - Eric Keslassy

Les Colloques de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique
- L'avenir de l'Afrique

L'avenir du féminisme

Les combats féministes du siècle dernier, foncièrement universalistes et laïques, avaient pour objectif l'émancipation des femmes, avec d'une part l'acquisition des droits civils et des libertés fondamentales et d'autre part l'accès à l'indépendance réelle, en particulier économique.

Ce début de XXI^e siècle est quant à lui marqué par un mouvement global de « libération de la parole » qui met l'accent sur des modes d'oppression moins visibles, profondément ancrés dans les comportements sociaux, publics et privés.

Dans ce contexte, de nombreux débats traversent aujourd'hui le féminisme, notamment autour des notions de laïcité, d'intersectionnalité ou d'universalisme. L'unanimité du soutien au combat mené par les femmes iraniennes pour défendre leurs libertés individuelles ne saurait, par exemple, cacher les remous au sein des réseaux féministes sur cette vague de protestation contre le régime et le port du voile.

En avant-première de la publication de son prochain ouvrage sur le féminisme, à paraître aux éditions Grasset, Caroline Fourest nous fait l'amitié de répondre à nos questions et dresse, pour l'Institut Diderot, un état des lieux du féminisme contemporain.



Caroline FOUREST

Directrice de la rédaction de l'hebdomadaire *Franc-Tireur*, essayiste et réalisatrice, auteure et co-auteure d'une vingtaine d'ouvrages dont *Génération offensée : De la police de la culture à la police de la pensée* (Grasset, 2020, rééd. Livre de Poche, 2021).

